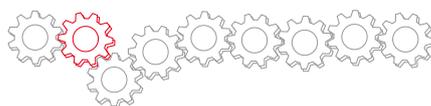


# Les cahiers d'histoire de la métallurgie



numéro 61 | octobre 2018



Manifestation de retraités, sans date © DR | coll. IHS CGT Métaux.

## Retraite, une histoire incontournable



### Ahmed Medjir p. 6

Le 15 février 1982, Ahmed Medjir, militant CGT à la CEAC (ex-Fulmen) à Clichy trouvait la mort.



### D'espoir et d'acier p.10

La biographie d'Henri Henri, *D'espoir et d'acier* parue aux éditions de l'Atelier enfin disponible !



### Archives p.12

Le CEF du 10 octobre dernier a été l'occasion d'inaugurer la nouvelle configuration du local d'archives fédérales.

# SOMMAIRE :

octobre 2018 | n° 61

## ACTUALITÉS

- 2 Sommaire
- 3 L'édito
- 4 Solidarias 2018
- 5 La vie pour la liberté  
Renault Le Mans
- 6 USTM 38  
AG CGT Thales
- 7 Châteaubriant

## HISTOIRE

- 8 Ahmed Medjir
- 10 Repas des anciens
- 11 Retraites
- 12 D'espoir et d'acier
- 14 Archives

## DÉCÈS

- 16 R. Endewelt
- 17 G. Gutierrez
- 18 V. Claux

## À LIRE, À VOIR

- 19 Archives du CNR  
Qui a tué mon père
- 20 Le propriétaire absent  
Moisson rouge

## Pensez à votre cotisation 2018 !



# ADHÉSION



Possibilité de préinscription  
Pour une demande de prélèvement  
Avec un relevé d'identité bancaire IBAN

Nom & prénom : \_\_\_\_\_

Organisation : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_

Mail : \_\_\_\_\_

Organisations de + de 50 adhérents : **82 €**

Organisations de - de 50 adhérents : **22 €**

Individuel : **22 €**

Règlement à l'ordre de : IHS CGT Métallurgie

INSTITUT D'HISTOIRE SOCIALE **CGT MÉTALLURGIE** ● 94 rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris



### Cahier d'histoire de la Métallurgie n° 61

réalisé par l'IHS-CGT Métallurgie 94 rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris

01 53 36 86 38 | [ihs.gas@free.fr](mailto:ihs.gas@free.fr) | <https://ftm-cgt.fr/histoire-sociale-de-la-metallurgie-ihs/>

Rédaction : Roger **Gauvrit** | Emeric **Tellier** | Claude **Ven** | Maquette : Rudy **Jean-François**

Impression FTM CGT | ISSN 2494-1050



# L'Histoire pour fil



Par Claude Ven

**L'**historien Jean Chesneaux dans son livre *Du Passé faisons table rase ?*, nous incitait à penser historiquement le présent afin de pouvoir le changer.

C'est là une des principales missions de notre Institut d'Histoire Sociale. Elle s'impose devant l'instabilité politique, sociale et financière actuelle, face à une Europe de plus en plus séduite par les délires de l'extrême-droite et à un Brésil où la dictature militaire des années soixante et soixante-dix devient un argument en faveur de l'élection du fasciste Bolsonaro.

L'Histoire n'est pourtant pas avare de leçons et l'ennemi de classe est toujours à l'affût.

Les forces réactionnaires, toujours promptes à s'attaquer à la CGT, peuvent aussi s'acharner sur d'autres. La timide contestation de la politique gouvernementale engagée par le nouveau secrétaire général de Force Ouvrière, a été brutalement sanctionnée par une opération de déstabilisation qui l'a contraint à la démission. Condamner le fichage des responsables d'une organisation ne nous autorise pas à nous immiscer dans sa vie interne. Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, lui, n'a pas hésité à réclamer aussitôt la démission de Pascal Pavageau, tout à sa crainte de voir Force Ouvrière renoncer au réformisme.

Positionnement révélateur des rapprochements et compromissions qu'Emmanuel Macron regrette d'avoir négligées avec certaines composantes des corps dits inter-

médiaires. La machine élyséenne peut sembler tourner à vide et générer désormais des forces centrifuges, sa politique en faveur de l'exploitation et du profit se poursuit et les complicités ne manquent pas.

À quelques jours de la commémoration du 11 novembre, il n'est pas superflu de rappeler ce qu'écrivait Marcel Martinet dans la préface du livre d'Alfred Rosmer, *Le Mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale* : c'est la première leçon de la guerre de 1914-1918, et tout le livre l'éclaire avec une certitude irréfutable. La défaite ouvrière n'est réellement acquise que lorsque les dirigeants ouvriers « se rallient à l'ennemi de classe, font cause commune avec lui ». Mais, à ce moment, tout est consommé : « l'Union sacrée est le pire crime de la classe ouvrière contre elle-même. C'est son suicide dans la dérision et dans la honte ».

Pour offrir aux nouvelles générations une grille historique du présent il nous incombe de « penser politiquement le passé » comme le disait Chesneaux. ■



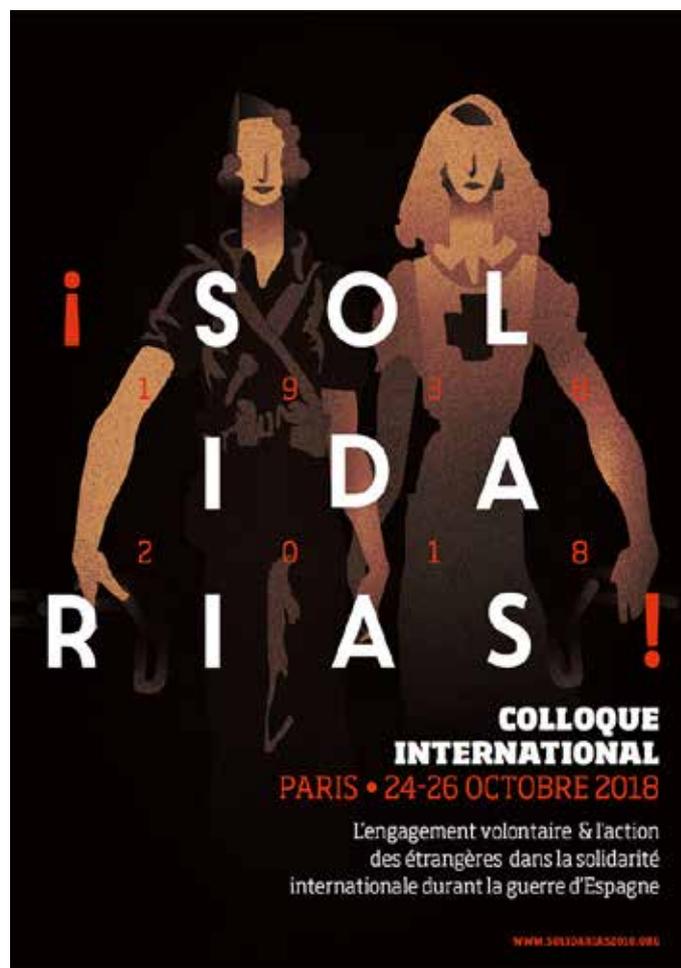
## Solidarias 2018

**L**es 24, 25 et 26 octobre prochains, l'association Les Amis des Combattants en Espagne Républicaine organise un colloque international à Paris intitulé « Solidarias ! L'engagement féminin international et l'action des femmes étrangères dans la solidarité avec l'Espagne républicaine et antifasciste » en partenariat avec de nombreuses institutions et associations.

Jusqu'à présent, l'angle des femmes étrangères et des solidarités féminines internationales n'avait été choisi comme logiciel de lecture historiographique et mémorielle. C'est dans cet espace, au carrefour de plusieurs dimensions, que cette initiative souhaite s'inscrire. Tout d'abord par un état de la recherche sur la place des femmes dans les solidarités durant la guerre civile espagnole et sur le rôle et la place des étrangères dans le volontariat transnational. Ensuite, par l'ouverture du sujet vers le champ des mobilités militantes et des solidarités transnationales féminines durant les années trente. Cet engagement transnational fut à la fois précurseur des mobilisations humanitaires contemporaines et la plus vaste mobilisation internationale solidaire pour la défense des droits humains et des libertés fondamentales.

Ses résonances sont aujourd'hui encore diffuses et multiples. Huit thématiques vont être développées, réunissant plus de cinquante intervenant(e)s français(e)s et étranger(e)s.

Pour plus d'informations et pour s'inscrire, rendez-vous sur le site internet dédié : [www.solidarias2018.com](http://www.solidarias2018.com) ainsi que sur l'événement facebook : <https://www.facebook.com/events/237258513618175/> ■



Cahier d'Histoire des Syndicats  
CGT Actifs et Retraités ex AEROSPATIALE et MBDA  
GREVES à NORD-AVIATION BOURGES



## Mai-juin 68 à Nord-Aviation Bourges

**L**es syndicats actifs et retraités de l'ex-aérospatiale et de MBDA de Bourges ont fait paraître en juin dernier une brochure sur les grèves de mai-juin 1968 dans leur usine agrémentée de nombreuses photographies et reproduction de documents d'archives. Le bilan de cette grève avec occupation est éloquent : augmentation des salaires, mensualisation, réduction du temps de travail, paiement partiel des heures de grève, abaissement de l'âge de la retraite et reconnaissance des libertés syndicales. ■



## La vie pour la liberté

**L**e 1<sup>er</sup> novembre prochain, une commémoration à la mairie de Lübeck sera organisée à la mémoire de Suzanne Masson et de France Bloch-Sérazin, décapitée à la guillotine en 1943 à Hambourg.

Les deux femmes étaient en garde à vue dans la prison de Lübeck-Lauerhof. Leur crime : vouloir libérer leurs terres occupées par le fascisme et permettre une vie de liberté pour les générations à venir. A cette occasion, Baya Maouche abordera, en évoquant le parcours et l'engagement de ces deux femmes résistantes françaises, le concept de « résistance » et les différents aspects de la culture du souvenir. Elle avait obtenu en 2014, en collaboration avec Gerda Zorn, des historiens de Lübeck, Roland Sérazin et la ville de Lübeck, l'inauguration d'une plaque commémorative sur le terrain de l'ancienne prison.

N'oublions jamais leurs sacrifices ! ■

## Renault Le Mans

**U**ne vingtaine de personnes était rassemblée le 17 septembre dernier pour donner naissance à l'Association pour une mémoire sociale et militante à Renault Le Mans. Il s'agit d'une nouvelle étape dans ce travail engagé depuis deux ans sur la mémoire et l'histoire des hommes et des femmes qui ont « fait » cette usine dont nous fêterons en 2020 le centième anniversaire. Plus ancienne usine du groupe Renault depuis la fermeture de Billancourt, elle a marqué de son empreinte la vie militante, sociale, économique, culturelle et sportive la ville Mans, le département de la Sarthe, mais également l'histoire sociale de notre pays.



Le montant de l'adhésion est de 5 euros, n'hésitez pas à soutenir son existence et ses projets ! Pour plus d'informations : [memoire-renault72.fr](http://memoire-renault72.fr) | [memoire.renault72@gmail.com](mailto:memoire.renault72@gmail.com) | 117 rue de l'Angevinière, 72100 Le Mans. ■



## Congrès de l'USTM 38



Notre camarade Paul Girard, membre du conseil d'administration de l'IHS Métaux, était présent au congrès de l'USTM de l'Isère. L'occasion de faire connaître le travail des IHS et de prendre contact avec des camarades actifs !

## AG CGT Thales

**L'**Institut d'histoire sociale CGT Métallurgie était représenté à l'assemblée générale des syndicats CGT du groupe Thalès les 16 et 17 octobre derniers au centre Touristra de Balaruc-les-Bains.

À cette occasion, nous avons pu intervenir lors du débat du mardi après-midi consacré à la protection sociale en France, son histoire et le programme revendicatif de la CGT. Une présentation des missions de l'Institut ainsi que de son dernier ouvrage, *D'Espoir et d'acier. Henri Gautier, métallo & résistant* (voir pages 12-13) a été faite avec un succès certain : une vingtaine d'exemplaires a été vendue. Le soir, le film de Gilles Perret, *La Sociale*, a été projeté et a suscité, comme toujours, un accueil chaleureux et ému, notamment après la disparition cet été de Liliane Caillaud-Croizat, après celle en 2016 de Jolfred Frégona.





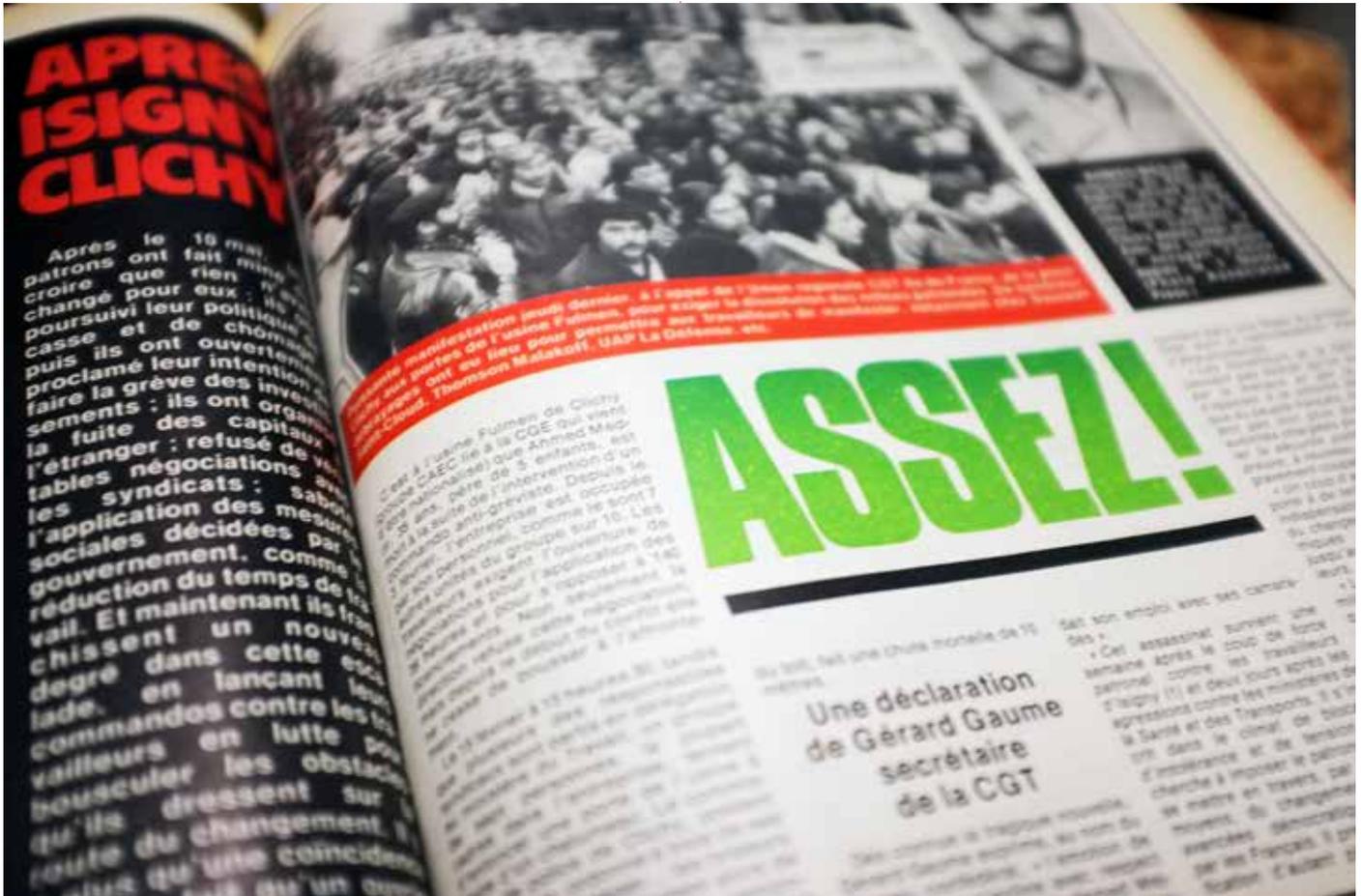
# Châteaubriant





Par Emeric Tellier

# Ahmed Medjir, victime d'un commando antigrévist



Un article de *La Vie Ouvrière*, 1982 © DR | coll. IHS CGT métaux

**L**e 15 février 1982, vers 15h30, un groupe d'hommes tente d'investir l'usine de la Compagnie Européenne d'accumulateurs – CEAC (ex-Fulmen) à Clichy. Cette tentative n'est pas la première. Quelques jours plus tôt, les délégués CGT de l'usine et les responsables de l'Union départementale CGT avaient sollicité le préfet pour renforcer la surveillance policière, suite à des menaces et des provocations proférées contre les grévistes qui occupent l'entreprise depuis le 3 février pour exiger une augmentation des salaires, l'ouverture des négociations pour l'application des 39 heures et porter un coup d'arrêt au transfert de 140 emplois.

Mais cette fois, des bouilles, des pierres et des boules métalliques sont projetées par le commando. Un gréviste, Ahmed Medjir, est touché. Il trébuche, traverse une verrière et tombe sept

mètres plus bas. Grièvement blessé à la tête, il est transporté à l'hôpital Beaujon où il décède peu de temps après son admission. Ouvrier spécialisé depuis 1975 à la CEAC, ce militant de la CGT, âgé de 34 ans, était marié et père de cinq enfants.

La police, présente sur les lieux en ce début d'après-midi, est restée impassible.

## Une entreprise nationalisée

Ce drame intervient dans un contexte particulier. Adoptée deux jours plus tôt, la loi de nationalisation a transféré à l'État la propriété de deux compagnies financières (Paribas et Suez), de trente-neuf banques et de cinq grands groupes industriels (Saint-Gobain, Pechiney Ugine-Kuhlmann, Rhône-Poulenc, Thomson-Brandt et la Compagnie Générale d'Électricité). La CEAC, filiale de cette dernière, vient donc tout juste de tomber dans le giron du secteur public nationalisé.



Son président-directeur-général n'est autre qu'Édouard Balladur qui, après le décès de Georges Pompidou en 1974 et l'arrivée au pouvoir de Valéry Giscard d'Estaing, s'est réfugié au conseil d'État, avant de rejoindre la Compagnie Générale d'Électricité (CGE) en 1977 pour prendre la tête d'une filiale, la Générale de service informatique (GSI), puis de la CEAC en 1980. Comme le rappelle *L'Humanité* du 31 mars 1993, son mandat est « d'assainir les comptes » de cette activité « piles et accumulateurs » qui ne représente « que » 6,2 % du chiffre d'affaires de la CGE. Il s'y emploie avec ardeur, en divisant en quelques années les effectifs de la CEAC par deux, de 5 000 à 2 500.

Élu député de Paris en mars 1986, il rejoindra le gouvernement Chirac comme ministre de l'Économie, des Finances et des Privatizations, où il appliquera une politique libérale inspirée de Reagan et Thatcher.

### Les truands du patronat

Les événements tragiques de Clichy surviennent exactement une semaine après un raid d'anciens parachutistes sur l'usine Claudel-Besnier (aujourd'hui Lactalis) à Isigny (Calvados). Dans la nuit du 7 au 8 février, une centaine d'hommes quadrillent la ville, prennent d'assaut l'usine occupée par une trentaine de salariés. Ceux-ci sont séquestrés six heures durant, menacés, molestés tandis que le stock de 750 000 camemberts est récupéré pour éviter que les grévistes ne puissent le vendre pour leur permettre de tenir.

À la tête de l'opération, on retrouve un ancien de l'Organisation Armée Secrète (OAS), directeur d'une société de gardiennage, Normandy Sécurité, un certain Fernand Loustau. Il n'écope que de six mois de prison avec sursis lors de son procès en 1984, ramené à trois mois un an plus tard. Son nom vous dit quelque chose ? C'est normal. Axel, l'un de ses fils, ancien membre du GUD, est l'un des proches de Marine Le Pen impliqué dans l'affaire du micro-parti Jeanne...

Ces méthodes, loin d'être isolées, relèvent au contraire d'une conception particulièrement réactionnaire des relations sociales en général, et du droit de grève en particulier.

Dans les années cinquante, Simca recrutait des anciens militaires de Corée et d'Indochine pour assurer l'ordre dans ses usines, avant d'être rejoint après les événements de mai-juin 1968 par les directions de Citroën et de Peugeot qui aident à l'implantation de la Confédéra-

tion Française du Travail (CFT), une organisation syndicale « indépendante » qui renforce les services de sécurité des usines. Les opérations commandos anti-grèves s'enchaînent, sans que le pouvoir politique ne s'en émeuve, comme l'illustrent ces quelques exemples : Peugeot Mulhouse (1972), Peugeot Saint-Étienne (1973), Chausson Asnières (1975), Citroën Aulnay (1977), Gervais-Danone Marseille (1978), JB Martin Saint Chamond (1978), marche des sidérurgistes (1979), Desquenne et Giral à Santigny (1980).



La Vie Ouvrière, 1982 © DR | coll. IHS CGT métaux

Ces précédents témoignent que la mort d'Ahmed Medjir n'est pas un cas isolé et que, moins de cinq ans après que Pierre Maître eut été assassiné par un commando de militants de la Confédération Française du Travail sur le piquet de grève des Verreries Mécaniques de Reims, ces méthodes abjectes n'appartiennent toujours pas au passé.

### Dissoudre les milices patronales

Dans les médias, on évoque un « accident stupide », des « heurts regrettables », tandis que France-Soir, avec son titre « affrontements entre grévistes et non-grévistes : un mort », propose l'amalgame. De son côté, le CNPF n'a pas un mot pour la mort d'Ahmed Medjir et contre-attaque par une déclaration le lendemain visant à « alerter l'opinion et les pouvoirs publics sur le développement d'actions illégales et violentes de certains syndicats » et dénoncer « les occupations d'entreprises au mépris de la loi, la séquestration de cadres et de dirigeants d'entreprises, l'invasion et l'occupation d'unions patronales. »



Une de *La Vie Ouvrière*, 1982 © DR | coll. IHS CGT métaux

En riposte, le 18 février, à onze heures, une manifestation est organisée de la place Clichy à Paris jusqu'à l'entreprise, située 18 quai de Clichy par l'Union régionale CGT Ile-de-France et les huit Unions des syndicats des travailleurs de la métallurgie de la région parisienne pour exiger la dissolution des milices patronales et l'arrêt des opérations antigrevés. L'Union régionale CFDT, le Parti socialiste et l'Amicale des Algériens en Europe s'y associe.

40 000 salariés défilent derrière la banderole « Halte aux agressions patronales » de l'Union régionale CGT Ile-de-France. Parmi eux, ceux de la CEAC Clichy bien sûr, mais également des autres usines (Vitry, Nanterre, Vierzon, Auxerre et Nîmes), suivis par les salariés des Hauts-de-Seine (Paul-Dupont à Bagneux, Thomson et Snecma de Gennevilliers) puis par des milliers d'autres, tandis qu'en signes de solidarité, des dizaines de débrayages ont été observés, comme chez Dassault Saint-Cloud, Thomson Malakoff, Renault Rueil, UAP La Défense, les cheminots de Châtillon, Charras Gennevilliers ou encore Astra Asnières.

Dans le défilé, on scande « Dissolution des milices patronales », « Halte à la violence patronale », « Les patrons assassins », ou encore « Oui aux négociations, non à la répression ».

Le 19 février, un dernier hommage lui est rendu devant l'Institut médico-légal, avant le rapatriement de son corps en Algérie.

En dépit de la plainte contre X... déposée par la CGT et l'appel adressé au premier ministre par la Fédération CGT des travailleurs de la métallurgie pour que « toute la lumière soit faite », les responsables de la mort d'Ahmed Medjir ne furent jamais inquiétés, tout comme la direction de l'entreprise CEAC.

### Un climat raciste

Citoyen algérien originaire de Sétif, Ahmed Medjir est une victime supplémentaire du climat délétère qui sévit alors en France, en particulier à l'égard des travailleurs nord-africains.

Les ratonnades, les expéditions punitives, les brutalités exercées à leur rencontre depuis le déclenchement de la guerre d'Algérie n'ont jamais cessé, malgré les morts et blessés du 14 juillet 1953, ceux du 17 octobre 1961 ou encore les dizaines de corps de « FMA » - catégorie administrative désignant les « Français Musulmans d'Algérie » - retrouvés au fil des mois, en particulier durant l'année 1961.

Ce décompte macabre s'est perpétué, comme le rappelle avec force la chronologie dressée dans la revue *Parloir Libre*, éditée par *Réflexes*, intitulée « L'État assassine, meurtre racistes et sécuritaires » et parue en 1992. Des centaines d'hommes et de femmes, jeunes et moins jeunes, ont ainsi perdu la vie, à l'instar d'Ahmed Medjir.

**N'oublions jamais leurs noms ! ■**

## Repas des anciens 2018



Le compte-rendu du débat précédant le repas des anciens 2018 vient de paraître. Le 50<sup>e</sup> anniversaire des grèves et occupations de mai-juin 68 y est abordé par de nombreux acteurs issus de branches et de territoires différents. De quoi saisir la richesse de ces journées qui comptèrent jusqu'à dix millions de grévistes !

Retrouvez-le en ligne : <https://ftm-cgt.fr/display-document?document=Document-1045>.

# Retraites. Une histoire incontournable

**A**près avoir ponctionné les pensions par la hausse de la CSG, M. Macron nous promet, pour justifier son projet de refonte globale, un système de retraite « juste, unique, transparent ». Un vrai slogan publicitaire ! Car derrière la formule bien huilée se dissimule une ambition, celle d'en finir avec un héritage et de vaincre là où tant de ses prédécesseurs ont dû céder sous la pression des grèves et manifestations.

Percevoir une pension, pour vivre décemment ses vieux jours, n'allait pas de soi. De dures luttes, de longs débats ont été nécessaires pour aboutir au système actuel et aux principes qui le régissent. Les connaître est donc essentiel pour les défendre !

## La cotisation mixte obligatoire

**1910.** La loi impose la cotisation obligatoire à une caisse de retraite, sur la base d'une cotisation mixte, salariée et employeur. Cette formule, évidente aujourd'hui, a été source d'oppositions multiples qui dénonçaient une atteinte au libre-choix de chacun. Mais les précédentes tentatives fondées sur le volontariat, comme celle de la loi de 1850, avaient ralliée peu de cotisants, en raison notamment d'un pouvoir d'achat insuffisant.

## La répartition

**1941.** La loi met en œuvre le régime par répartition, généralisé ensuite en 1944 et 1945. Solidaire, ce système privilégie la redistribution immédiate aux bénéficiaires des cotisations payées par la population active. À l'inverse, avec la capitalisation, chaque salarié constitue un capital qui doit produire une rente, mais dont la valeur est grignotée, année après année, par l'inflation et les dévaluations monétaires. Tel a été le sort des régimes par capitalisation ayant précédemment existés !

## La gestion paritaire

**1944-1945.** Les ordonnances innovent en introduisant le paritarisme dans la gestion, selon la répartition suivante : 2/3 d'administrateurs salariés pour 1/3 de patron. Cette logique rejoint celle de la loi de 1924 qui, en indexant la pension non plus sur les prix mais sur les salaires moyens, consacrait la pension en véritable « salaire continué ». Ce rapport de force fut toutefois affaibli en 1967 avec la suppression de l'élection des administrateurs et une « parité » 50/50 entre salariés et patrons.

## L'universalité

**1944-1945.** Un régime couvrant l'ensemble de la population est instauré. Cette prétention universelle s'est toutefois heurtée au refus de certaines catégories d'être associées au salariat (agricul-



Les retraités et préretraités de Renault Billancourt, sans date © DR | coll. IHS CGT métaux

teurs, libéraux, commerçants et artisans) et à la préservation des régimes antérieurs plus favorables (cheminots, mineurs, électriciens-gaziers). Le manque de moyens a également conduit à l'émergence des retraites complémentaires, pour les cadres et assimilés (1947), puis pour les non-cadres. Malgré cela, toute la population active bénéficie aujourd'hui du droit à la retraite.

## La solidarité

**1944-1945.** Outre la solidarité inter-générationnelle induite par la répartition, le régime général assure une redistribution, en permettant à chacun de bénéficier d'une allocation minimum et de cotiser, y compris lors des interruptions de travail (maladie, chômage, invalidité, maternité). Bien loin de la logique de Macron selon laquelle « chaque euro cotisé doit donner les mêmes droits » à pension...

Lutter contre la contre-réforme des retraites, c'est lutter non seulement contre la casse de nos droits, mais aussi et surtout pour défendre et étendre un modèle de société né à la Libération et fondé sur l'égalité, la solidarité et l'universalité. Soyons-en tous conscients ! ■

# D'espoir et d'acier. Henri Gautier

**L**e constat est partagé, la période que nous vivons est difficile : casse des conquêtes sociales, précarité grandissante des salariés, perte de confiance du corps militant, confronté à la répression et aux moyens considérables mis en œuvre pour tuer toute forme de contestation.

Est-ce pour autant une situation nouvelle ? Assurément non. Salariat et engagement militant n'ont jamais été de tout repos. Chaque lutte, grande comme petite, victorieuse ou pas, ont contribué à façonner l'histoire de notre pays, n'en déplaisent aux apôtres de la « grande » histoire, celle des batailles et des hommes providentiels. Si les travailleurs et la population en sont les principaux acteurs, certains parmi eux ont choisi de s'engager, de se faire les porte-voix « des obscurs et des sans-grades ».

## Henri Gautier, métallo & résistant

L'Institut CGT d'histoire sociale de la métallurgie vient de faire paraître une biographie, celle d'Henri Gautier. Le parcours de ce militant, aujourd'hui méconnu, méritait à nos yeux d'être mis en lumière.

Né dans une famille ouvrière en Seine-Maritime, il devient chaudronnier. Adhérent à la CGT en 1913, il participe à la direction de la grande grève des métallos du Havre de 1922 et assume jusqu'au début des années trente des responsabilités locales au parti communiste et à la CGTU, avant d'être appelé à Paris. Artisan de la réunification syndicale de 1936, il est chargé par la suite de mettre sur pied les réalisations sociales des métallos parisiens : colonie de vacances, maison de convalescence, parc de loisirs et de culture, polyclinique ou encore école de formation professionnelle. La guerre déclarée, il aide à réorganiser les salariés, avant d'être arrêté lors de la rafle du 5 octobre 1940. Interné à Aincourt puis à Châteaubriant, où il assiste le 22 octobre 1941 à l'exécution de Jean-Pierre Timbaud et de 26 autres camarades, il s'en évade quelques semaines plus tard. Il prend





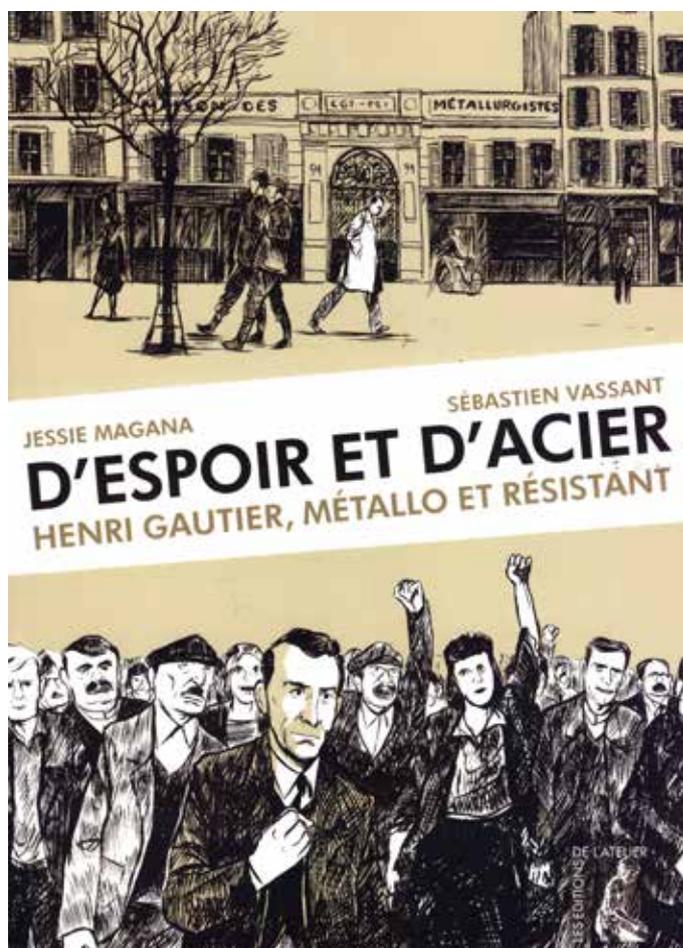
Michèle Gautier, sa fille, livre en main ! © coll. IHS CGT métaux

part active à la résistance, comme responsable de la Fédération illégale des métaux. Arrêté une seconde fois, en octobre 1942, il est déporté au camp de concentration de Gusen II, après avoir été torturé à plusieurs reprises. Dirigeant de la résistance clandestine au sein du camp, il disparaît en janvier 1945.

### Militer, d'hier à aujourd'hui

Sans nul doute, le militantisme d'aujourd'hui est différent d'il y a un siècle. Mais malgré tout, les femmes et les hommes qui s'engagent dans cette voie ont tous à cœur d'informer, de convaincre, d'organiser et de mobiliser selon des idéaux émancipateurs.

Cette biographie, réalisée avec les éditions de l'Atelier, est mise en mots par Jessie Magana et illustrée par Sébastien Vassant. Conçue sous la forme d'un roman, pour en faciliter la lecture et élargir le public, elle respecte toutefois les faits historiques. Son objectif est ambitieux : être lue par le plus grand nombre, mais aussi servir de support pour débattre, dans les territoires et les syndicats, sur ce qu'est l'engagement, les formes et les moyens qu'il doit prendre aujourd'hui.



Cet ouvrage est à vendre au prix de 19 € (15 € à partir de 10 exemplaires). Renseignement et commande : IHS CGT Métallurgie, 94 rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris | [ihsgas@free.fr](mailto:ihsgas@free.fr) | 01 53 36 86 38. ■



Par Emeric Tellier

# Inauguration des archives fédérales



**Le Comité exécutif fédéral du 10 octobre dernier a été l'occasion de faire découvrir aux membres de la direction fédérale la nouvelle configuration du local d'archives fédérales. Une cinquantaine de personnes ont ainsi pu visiter le lieu où les pièces constituant l'histoire de la Fédération sont préservées. Retrouvez ci-après des extraits de l'intervention prononcée à cette occasion.**

**J**e vous souhaite la bienvenue dans votre local d'archives. Si je dis votre local, ce n'est pas tant pour vous inviter à vous servir dans les rayonnages que pour marquer, d'entrée de jeu, que cet espace et ce qu'il contient sont la propriété collective de tous les adhérents CGT de la métallurgie. Ceci implique des droits, comme pouvoir consulter les archives mais également des devoirs, comme celui de préserver, pour l'avenir, ce patrimoine. La Fédération a pris cette responsabilité à bras-le-corps, en recrutant un archiviste et en finançant l'installation de magasins à rayonnages mobiles.

## Pourquoi préserver les archives ?

Telle est la question qui se pose parfois – après un long soupir –, lorsque l'on pousse la porte d'une cave, d'un grenier ou d'un placard qui déborde de liasses de documents, d'objets, de boîtes. La tentation est souvent forte d'opérer un classement vertical, entendez du haut de l'éta-

gère vers la corbeille à papier. Cette méthode expéditive est une catastrophe pour l'histoire de nos organisations.

L'actualité ne cesse pourtant de démontrer que l'histoire est un enjeu politique important. L'effacement des luttes sociales des programmes scolaires et des médias, la récupération politique de grandes figures du mouvement ouvrier ou encore la négation du rôle émancipateur des organisations syndicales et démocratiques sont autant d'exemples de la campagne idéologique qui est menée, avec un succès certain, depuis des années par les possédants.

Dans ce contexte, une bataille particulière se mène dans les entreprises. De plus en plus souvent, celles-ci financent des recherches, des ouvrages, des expositions défendant une histoire d'entreprise dans laquelle les directions sont saluées pour leurs résultats économiques, tandis que les salariés sont singulièrement absents. Les tentatives de réhabilitation de Louis Renault, le portail « Histalu » sur l'histoire des entreprises de l'aluminium, le centre d'archives de Terre-Blanche du groupe PSA témoignent de l'étendue des moyens matériels et humains mis en œuvre.

Le mouvement syndical a donc une responsabilité dans l'écriture et la transmission de l'histoire et de la mémoire du travail, des travailleurs et de leurs organisations. Parce qu'il est acteur de cette histoire, il doit s'exprimer pour faire connaître ce passé. Mais pour cela, les archives doivent être préservées, classées et indexées !

Car sans archives, il n'y a pas de matière première pour écrire l'histoire, notre histoire, celle des hommes et des femmes qui, par leur travail produisent les richesses et qui, par leur lutte refusent de céder à l'individualisation, à la financiarisation et revendiquent une autre société, égalitaire, solidaire, satisfaisant les besoins sociaux des populations. Cette histoire, nous ne pouvons l'écrire, la faire connaître que si nous préservons et utilisons nos archives.



### Les archives fédérales

En 2014, la physionomie du local d'archives était sensiblement différente... Il était saturé à plus de 90 %, les allées étaient encombrées de cartons et de choses plus exotiques, comme une gazinière ou encore des paires de rideaux...

La première tâche a été de créer un appel d'air, c'est-à-dire de libérer des tablettes afin de pouvoir intégrer progressivement tout ce qui traînait dans les allées : en conditionnant les liasses de documents sans boîtes, en jetant les piles de tracts et de publications dont on conservait religieusement plusieurs centaines d'exemplaires, en rationalisant l'espace.

Mais cette première tâche, bien que nécessaire, ne résolvait pas le problème de fond, celui de la capacité des rayonnages. Il y a environ 10 000 boîtes d'archives stockées, soit un kilomètre si nous mettons les boîtes d'archives côte-à-côte. Il y avait urgence à aménager le local pour en augmenter sa capacité, pour faciliter les opérations de classement, de tri et d'inventaire et pour anticiper l'accroissement naturel – et en premier lieu tout ce qui dormait dans les placards au cinquième étage faute de place en bas. La direction fédérale a fait le choix d'investir et de doter le local d'archives de magasins à rayonnages mobiles d'une capacité total de 20 000 boîtes. De quoi voir venir !

Le chantier s'est déroulé en deux phases, une en février 2017 et l'autre en février 2018.

Dans un premier temps, la zone située au fond du local a été libérée. Pour cela, il a tout d'abord fallu vider et démonter les anciens rayonnages fixes, qu'il a fallu ensuite remonter et remplir. Ensuite, le premier magasin à rayonnages mobiles posé, il a fallu transférer progressivement ce qui était stocké sur les anciens rayonnages fixes dans le nouveau magasin et démonter ces derniers au fur et à mesure. Au final, plus de 20 000 mouvements de boîtes d'archives ont été effectués, pour un poids total déplacé de plus de cent tonnes de papier.

Il faut remercier vivement Hélène Stern qui, du haut de ses quatre-vingts printemps, est venue chaque semaine prêter main-forte.

### Et demain ?

Les archives fédérales couvrent une période allant du dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle au début du XXI<sup>e</sup> siècle. L'essentiel de ces boîtes concerne l'activité de la fédération, mais on remarque aussi la présence d'archives des USTM de la région

parisienne ou encore de syndicats d'établissement et de groupe : Citroën, Thalès, Schlumberger, Compteurs de Montrouge. Il s'agit surtout d'archives papier, mais il y a également un fonds photographique et iconographique comprenant plusieurs milliers de documents, ainsi que des enregistrements audio et audiovisuels.

Il faut insister ici sur la valeur historique et politique de nos fonds. Nous sommes ainsi les seuls à détenir certaines publications antérieures à 1914 comme *L'Ouvrier métallurgiste* ou encore *L'Ouvrier en voitures*. Si ces pièces venaient à disparaître, c'est un pan entier de l'histoire syndicale qui serait définitivement perdu.

Seuls la presse fédérale et quelques petits fonds d'archives sont aujourd'hui triés, classés et inventoriés. L'essentiel attend encore d'être traité. 70 % du fonds d'archive est identifié, 30 % reste à vérifier. 15 % des boîtes ont été enregistré informatiquement dans ce que l'on appelle un plan de récolement, c'est-à-dire un fichier reproduisant les informations portées sur la tranche de la boîte et indiquant sa localisation physique dans le magasin. La priorité est d'achever la vérification et l'enregistrement des informations, afin de disposer d'un outil nous permettant de savoir ce que nous possédons et de pouvoir éventuellement le communiquer. Cet outil permettra également à terme de reconstituer les sous-fonds (par secteur d'activité par exemple) et de rentrer dans le dur, à savoir le tri, le classement et l'inventaire.

Parmi les autres chantiers, citons le traitement du fonds iconographiques (affiches et photographies) où plusieurs dizaines de milliers de documents attendent d'être identifiés, numérisés et reconditionnés ou encore le traitement des milliers d'ouvrages composant la bibliothèque fédérale qui sera installée au 94 rue Jean-Pierre Timbaud.

### En guise de conclusion

Cette inauguration doit être un moment qui participe à la prise de conscience de l'importance de nos archives et de notre histoire. Elles méritent d'être connues de tous, syndiqués et salariés de la métallurgie et c'est la mission première de l'Institut CGT d'histoire sociale de la métallurgie, association fondée par la Fédération, l'UFR, l'UFICT et les USTM lors du congrès fédéral de 2001. Je vous invite donc tous à adhérer, à faire adhérer vos structures à l'IHS Métallurgie et à vous faire les sentinelles des archives ! ■



# Décès de Robert Endewelt

**N**é le 26 octobre 1923 à Paris (XII<sup>e</sup> arrondissement), Robert Endewelt était le fils de Gitla Dynerman, couturière et de Szmul Endewelt tailleur, originaires de Varsovie (Pologne).

Il apprend le métier de tailleur auprès de ses parents qui exerçaient à domicile, tout en suivant un enseignement de mécanique grâce aux cours du soir dispensés au Conservatoire national des arts et métiers. Après le décès de son père en mai 1940, il assume alors la responsabilité de chef de famille en étant salarié dans l'industrie de l'habillement.

Dès les premières semaines suivant l'entrée des troupes allemandes à Paris, il rejoint un groupe de jeunes communistes du X<sup>e</sup> arrondissement. C'est le début d'un engagement dans la Résistance qui perdure jusqu'à l'insurrection et la Libération de Paris en août 1944.

En 1941, à la demande de l'organisation, il intègre les groupes de jeunes juifs de la main-d'œuvre immigrée (MOI) du X<sup>e</sup> arrondissement. Ils se retrouvent au club sportif de la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT) et à la salle de gymnastique du Yiddisher Arbeiter Sport Klub (YASK) ou Club Ouvrier Sportif Juif.

Il a participé aux trois manifestations organisées en 1941, dont celle du 13 août à la porte Saint-Denis où furent arrêtés Henry Gautherot et Samuel Tyszelman, fusillés le 19 août. En juin 1942, Robert entre dans la clandestinité sous le nom de Gabriel Rapert (« Gaby »), peu avant la tragique rafle du Vel' d'Hiv'.

En 1943, il participe à la fondation de l'Union de la Jeunesse Juive (UJJ), pour y organiser un « travail systématique de sabotage ». Le 23 mars, il échappe aux Brigades Spéciales de la Préfecture de police, qui entraîna l'arrestation d'Henri Krasucki, de Roger Trugnan et d'une cinquantaine de jeunes résistants de la MOI à Paris.

Membre rescapé du triangle de direction, il reconstitue alors l'organisation, et devient jusqu'à la Libération le responsable régional parisien des jeunes juifs de l'UJJ. Trois de ses camarades, Wajsbrot, Rayman et Fingerwajg, figurent sur l'Affiche rouge (février 1944). Au printemps 1944, il est chargé avec d'autres militants, d'organiser des milices patriotiques juives.

Lors de l'insurrection parisienne d'août 1944, il participe aux ultimes combats de la caserne de la place de la République. Engagé volontaire dans le bataillon Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) 51/22, il termine la guerre avec le grade de



sergent-chef dans un régiment de tirailleurs algériens, en Allemagne, dans la zone française d'occupation.

Après la guerre son engagement au sein du PCF le conduit à exercer de nombreuses responsabilités dans les XI<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> arrondissements de Paris, ainsi qu'à la fédération PCF de Paris. Il travailla au journal *L'Humanité* puis à la section centrale de presse aux côtés d'Étienne Fajon. Membre du secrétariat de la Fédération PCF de Paris, il rejoint par la suite la direction du Mouvement de la Paix, où il organisa plusieurs manifestations contre la guerre américaine au Vietnam.

En 1970, il s'installe à Champigny-sur-Marne, où il fut élu conseiller municipal de 1977 à 1983.

Depuis cette période, il se consacrait activement au travail de mémoire de la Résistance, en multipliant les témoignages dans les écoles, collèges et lycées, en participant à des colloques ou encore en militant à l'Association Nationale des Anciens Combattants et Amis de la Résistance (ANACR), à l'Association Nationale des Amis du Musée de la Résistance Nationale de Champigny (ANMRN), à l'association Comité Parisien de Libération (CPL). Il a également été le maître d'œuvre avec René Le Prévost, du livre *La Résistance dans le XIX<sup>e</sup> arrondissement*.

L'IHS Métallurgie avait eu l'honneur de le recevoir le 4 avril 2013 à l'occasion d'un débat organisé sur le programme du Conseil national de la Résistance, aux côtés de Pierre Outterick, André Narritsens et Alain Stern.

La Fédération CGT des travailleurs de la métallurgie s'incline avec respect et émotion devant le parcours et l'engagement de Robert Endewelt et adresse ses sincères condoléances à sa famille et à ses proches. ■



# Décès de Georges Gutierrez

**C'**est avec tristesse que nous avons appris le décès de Georges Gutierrez survenu le 24 juillet dernier. Il était né le 20 décembre 1934 à La Tronche, non loin de Grenoble (Isère), dans une ville qui se distingua durant la Seconde Guerre mondiale par l'accueil de nombreux juifs persécutés et par de nombreux actes de Résistance.

Titulaire d'un CAP de soudeur, il travailla comme monteur en charpente – ouvrier professionnel de niveau 1 – chez Bouchayer-Viallet à Grenoble, une entreprise produisant des appareils calorifères, des charpentes métalliques, ainsi que des équipements pour usine hydroélectrique.

Il milite à la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) dans ses jeunes années et participe à de nombreuses actions, comme l'organisation d'activités en montagne au bénéfice des enfants défavorisés. Son groupe fut finalement dissous, comme d'autres en France, à la demande du pape Pie XII.

Il adhère à la CGT en 1954 et deux ans plus tard, il est collecteur des cotisations syndicales dans son entreprise. Licencié suite à son activité syndicale, il remplace Robert Liaudey comme secrétaire du syndicat CGT des métaux de Grenoble. Il devint par la suite secrétaire général de l'Union des syndicats des travailleurs de la métallurgie de l'Isère, membre du bureau de l'Union locale CGT de Grenoble et de la commission exécutive puis du bureau de l'Union départementale CGT de l'Isère.

Durant cette période, il participe activement au soutien du peuple Algérien et à ses revendications, en cachant des militants pourchassés et en assurant le rôle de "porteurs de valises".

Au 26<sup>e</sup> congrès fédéral, en 1968, il est élu à la commission exécutive fédérale, mandat qu'il assure jusqu'au 33<sup>e</sup> congrès fédéral en 1990. Il est tout d'abord membre de la commission fédérale d'organisation (1968-1971), placée sous la responsabilité de Monique Paris, tout en suivant, pour le compte de la commission exécutive fédérale, les départements de l'Isère, de la Savoie et de la Haute-Savoie. Il intègre ensuite la commission fédérale des activités internationales (1971-1973), tandis qu'il se concentre dans le suivi du département de la Savoie. En 1976, il est désigné responsable du suivi de la région Rhône-Alpes. Au 30<sup>e</sup> congrès fédéral de 1979, il intègre le secteur automobile fédéral,

où il suit plus particulièrement le groupe PSA. Il assure la liaison entre la Fédération à l'occasion de nombreuses luttes, parmi lesquelles celle des sidérurgistes contre la casse de leurs emplois et de l'outil industriel par Usinor en 1978-1979. Présent dans le bassin de Longwy, il intervint à plusieurs reprises dans des émissions diffusées par Radio Lorraine Cœur d'Acier.



Il fut également très investi dans les luttes de la construction et de la réparation navales, contre son démantèlement mais aussi dans les grandes grèves de la dignité de 1982-1984, chez Citroën Aulnay et Talbot Poissy en région parisienne. Cette importante lutte permit de faire reconnaître les droits des travailleurs immigrés et d'imposer les libertés syndicales dans ces entreprises de "non-droit" qui employaient de véritables barbouzes contre les travailleurs et les militants de la CGT. Après le 32<sup>e</sup> congrès fédéral, il assure le suivi du département de Haute-Savoie.

Après son départ de la Fédération, il entreprend une formation supérieure au Conservatoire national des arts et métiers. Il s'installe au Bourget-du-Lac, une commune de Savoie non loin d'Aix-les-Bains et de Chambéry, en compagnie de Nicole Falchetta, ancienne membre du bureau fédéral. Il y fut élu conseiller municipal.

Ils créent ERGOS en 1989, une société de consultants en accompagnement de projets d'entreprises (conception ou transformation des situations de travail) liant étroitement amélioration des conditions de travail et efficacité économique, dans des véritables démarches participatives où la confrontation des points de vue, la valorisation et la reconnaissance des savoir-faire individuels et collectifs apparaissent bien comme de véritables atouts pour l'entreprise, *a contrario* de ce qui se développe aujourd'hui.

Ses obsèques se sont déroulées le 26 juillet au funérarium de Chambéry.

La Fédération CGT des travailleurs de la métallurgie présente ses vives condoléances à sa famille et à ses proches. ■



# Décès de Viviane Claux

**N**ée le 26 octobre 1947 dans une famille ouvrière, elle obtient un BEC – ancêtre du BEP – en comptabilité avant de suivre une formation continue en informatique. Elle est recrutée en 1966 comme technicienne à la Sollac-Usinor Montataire dans l'Oise, en qualité d'aide-opérateur, puis de programmeur et enfin, à partir de 1986, d'analyste programmeur.

Adhérente à la CGT en 1968, elle est désignée en 1969 pour faire partie de la commission « Formation professionnelle » au sein du comité d'entreprise et ce, jusqu'en 1980. Déléguée du personnel de 1975 à 1983, puis déléguée syndicale de 1983 à 2005, elle est élue secrétaire générale du syndicat CGT-UFICT lors de sa constitution au début de l'année 1987, mandat renouvelé lors du second congrès en 1990.

Viviane a vécu les restructurations de la sidérurgie, même si l'usine de Montataire fut moins touchée par le plan de destruction des installations d'Usinor en Lorraine et dans le Nord. Avec Claude Coallier, récemment décédé, ils formaient un duo de militants très appréciés des sidérurgistes de la Sollac Montataire, et aussi des nombreux sidérurgistes mutés à Montataire. Viviane eut à cœur de développer dans l'entreprise un syndicalisme en direction des ingénieurs et cadres, en s'appuyant notamment sur l'arrivée des nouvelles technologies qui ont modifié les rapports au travail dans toute la sidérurgie.

Lors du second congrès de l'Union fédérale des ingénieurs, cadres et techniciens CGT de la métallurgie en décembre 1983, elle intègre la commission exécutive ainsi que le bureau, avant de rejoindre le secrétariat lors du troisième congrès en juin 1987. Elle quitte la direction de l'UFICT à l'occasion du sixième congrès, tenu en avril 1998.

Elle rejoint la commission exécutive fédérale à l'occasion du 33<sup>e</sup> congrès en mai 1990, mandat qu'elle occupe jusqu'au 37<sup>e</sup> congrès en avril 2004. Elle intègre le bureau fédéral lors du 34<sup>e</sup> congrès en juin 1993 et le quitte lors du 36<sup>e</sup> congrès en avril 2000, après avoir occupé la responsabilité de secrétaire fédérale chargée, à la suite de Jean Chambon, des questions revendicatives.

Elle a été administratrice salariée représentant la CGT au sein du groupe Usinor. Elle fut désignée en 1994 pour prendre la suite d'Alain Duteil et mena la bataille contre la dénationalisation du groupe. Elle fit entendre la voix des salariés dans ce conseil d'administration tenu alors par Francis Mer, futur ministre, qui a permis l'entrée de Mittal au capital

et ainsi préparé la prise de contrôle de l'ensemble de la sidérurgie française. En 1995, lors des élections au conseil d'administration du groupe désormais privatisé, elle était tête de liste. La CGT, qui a recueilli 44 % des voix, était la première organisation syndicale, et de loin. Longtemps seule femme au conseil d'administration – avant l'arrivée d'Anne Lauvergeon du groupe Cogema – elle porta avec énergie les positions de la CGT, seule le plus souvent à contester les décisions de vente des sociétés, les objectifs fixés par les fusions, les gains de rentabilité de 15 % ou encore les fermetures de sites.



Dans son entreprise qu'elle ne quitta jamais, refusant un détachement complet, elle subit la discrimination, en restant au même coefficient jusqu'à son départ en retraite. Cela ne l'empêcha pas de mener le combat judiciaire pour en obtenir la reconnaissance et d'obtenir une victoire complète.

Naturellement, elle continua, après avoir fait valoir ses droits à la retraite en 2005, à militer au sein de l'organisation syndicale de son usine : en restant syndiquée, en distribuant régulièrement les tracts syndicaux et en gardant le contact avec les actifs de son entreprise.

Viviane était aussi une militante communiste dans son entreprise et elle n'hésitait pas à débattre des questions politiques, considérant que le syndicalisme n'était pas à disjoindre des idées politiques. Elle avait su le faire saisir aux travailleurs, notamment au travers de ses contacts avec les ingénieurs et les cadres qui l'a respectaient parce qu'elle était une militante qui nourrissait le débat en ayant toujours à l'esprit le respect de celles et de ceux avec qui elle échangeait.

Elle a également eu des responsabilités au parti communiste français, comme membre du conseil national, mais également comme conseillère régionale de Picardie de 2004 à 2010. Elle fut vice-présidente du conseil régional, où elle apporta sa contribution dans les débats et les décisions à prendre sur les questions économiques et industrielles régionales, en intégrant le vécu des salariés, surtout dans une période où bon nombre d'usines ont été fermées, notamment dans le bassin creillois.

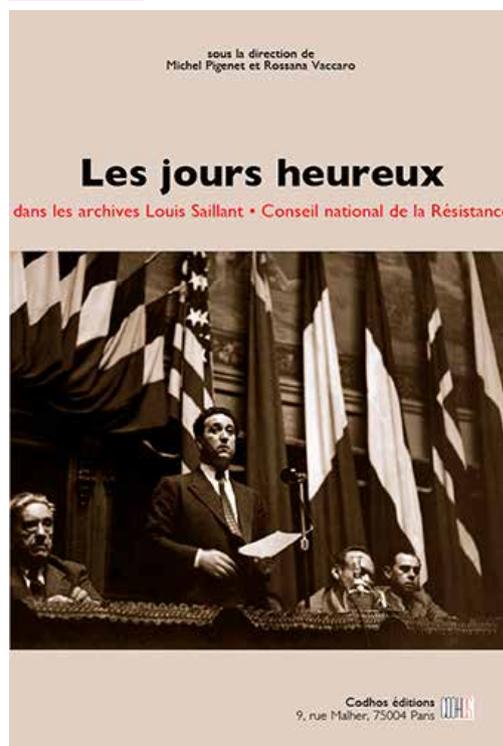
Elle nous a quittés le 3 septembre. ■



## Dans les archives du CNR

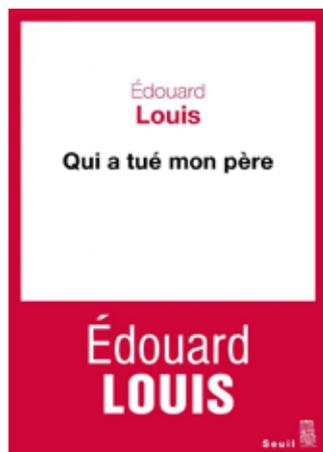
À l'occasion de la découverte de volumineuses archives dans ce qui fut la maison de Louis Saillant, dernier Président du Conseil national de la Résistance (CNR) et de leur dépôt au Centre d'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle, laboratoire de recherche de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne/CNRS, une première exploration a été réalisée par une douzaine de spécialistes – archivistes, documentalistes et historiens – contribuant ainsi à renouveler les connaissances historiques sur la riche période de la Résistance et de la Libération. Le fruit de ce travail est disponible dans un ouvrage intitulé *Les Jours heureux*. Dans *les archives du Conseil national de la Résistance – Louis Saillant*, publié par les éditions du Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale (Codhos).

En parallèle à cette publication, Jeanne Menjoulet, du Centre d'histoire sociale du XX<sup>e</sup> siècle, a réalisé un documentaire de 58 minutes sur l'histoire du Conseil national de la Résistance, qu'il est possible de visionner gratuitement à l'adresse suivante : [https://youtu.be/31HIZk\\_VzY](https://youtu.be/31HIZk_VzY). ■



**Les jours heureux, dans les archives du CNR,**  
M. Pigenet ; R. Vaccaro, Codhos Éditions | 12 €

## Qui a tué mon père



**« J'écris pour donner des armes à ceux qui vous combattent »**

Cette citation n'est pas le sous-titre du livre. C'est la réaction de l'auteur de 25 ans à la tentative de récupération par l'Elysée de son cri de rage. Car non content de dénoncer la réalité de la lutte des classes il cite nommément ceux qui, par leur politique, mènent les plus fragiles, à l'image

de son père, à la misère, l'humiliation, la souffrance et la mort. Chirac, Hirsch, Hollande, Valls, El Khomri, Macron, les assassins sont dénoncés. L'entourage du président déclare apprécier ce diagnostic macronien qui traduit le besoin d'émancipation.

La réponse fuse : « Emmanuel Macron, mon livre s'insurge contre ce que vous êtes et ce que vous faites. Abstenez-vous d'essayer de m'utili-

ser pour masquer la violence que vous incarnez et exercez. J'écris pour vous faire honte. J'écris pour donner des armes à celles et ceux qui vous combattent ».

Dans son premier roman, Édouard Louis, racontait comment il s'était arraché de son milieu.

Dans celui-ci il évoque l'histoire de son père, ouvrier dans le nord, physiquement détruit par son travail, à la suite d'un accident, et victime des politiques d'austérité des gouvernements successifs : « l'histoire de ton corps accuse l'histoire politique ».

Germinal réécrit par Caliméro pour une certaine presse bourgeoise qui y voit un raisonnement au mieux simpliste, au pire stupide.

Vrai pamphlet sur ce monde libéral qui broie les individus pour d'autres, avec ses 80 pages fulgurantes et nécessaires.

Voilà un cri qui mérite l'attention ■

**Qui a tué mon père, Édouard Louis,**  
Seuil | 12 €



# Le propriétaire absent

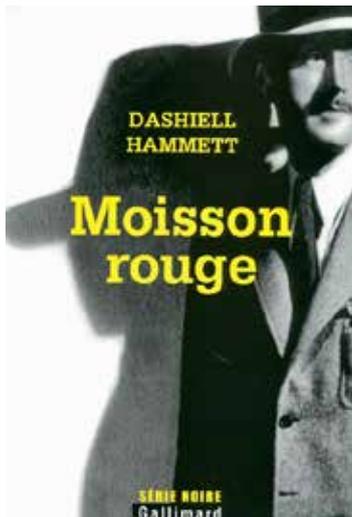
Takiji Kobayashi, écrivain japonais et militant communiste, mort lors d'un interrogatoire de police en 1933, à l'âge de 29 ans, a connu ces dernières années un regain d'intérêt depuis 2008, comme en témoigne la traduction en 2009, en français, de son chef-d'œuvre *Le Bateau-Usine* paru en 1929, suivie par son adaptation en manga en 2016. Un autre de ses romans, *Le propriétaire absent*, a été traduit en 2017 aux éditions Amsterdam. Dépeignant la vie des paysans de l'île d'Hokkaido dans les années vingt, il témoigne de leur exploitation, de leurs luttes et des abus capitalistes.

Son titre résonne étrangement aujourd'hui, dans la mesure où le développement du capitalisme au Japon a engendré le départ des grands propriétaires de leurs terres agricoles, abandonnant la gestion quotidienne à un intendant contre le versement d'un loyer annuel. Confronté à l'absence du véritable propriétaire, les paysans ne trouveront d'issue à leur lutte que par l'unité avec les ouvriers de la ville et la rupture de leur isolement géographique. Une solution qui ne peut qu'alimenter notre réflexion, à l'heure où les multinationales et la financiarisation éloignent toujours plus les décideurs des salariés. À lire absolument ! ■



**Le propriétaire absent**, T. Kobayashi, Editions Amsterdam, 2017, 12 euros

# Moisson rouge



Dashiell Hammett, écrivain et scénariste nord-américain né à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à Baltimore, est considéré comme le père fondateur du roman noir. *Le Faucon de Malte* et son héros le détective privé Sam Spade sont portés à l'écran par John Huston en 1941 dans *Le Faucon Maltais*, ce qui contribua à faire de lui l'un des pionniers du genre « hard-boiled », « dur à cuire », incarné à merveille par Humphrey Bogart. Les éditions NRF ont fait paraître, en 2009, une nouvelle traduction de son premier roman *Moisson rouge*, publié en 1929, dans lequel il met à profit son expérience de détective privé pour le compte de la tristement célèbre agence Pinkerton, qui se fit la spécialité de la répression antigreve.

L'intrigue, qui se déroule dans une petite ville minière du Montana, met en scène un détective privé aux méthodes musclées dans un climat d'affrontements entre bandes mafieuses appelées pour réprimer les grèves. L'occasion pour Hammett de dénoncer le capitalisme sauvage des années vingt.

Sur le même sujet, n'hésitez pas à lire *Nous ne sommes rien, soyons tout !* paru chez Payot & Rivages en 2008 de Valerio Evangelisti qui suit le parcours d'un jeune italo-américain qui entame une carrière de « jaune » au service du patronat dans une Amérique des années vingt bousculée par les luttes syndicales et politiques. ■

**Moisson rouge**, D. Hammett, NRF, 18,50 € | **Nous ne sommes rien, soyons tout !**, V. Evangelisti, Payot & Rivages, 23,50 €